



**Ministère de l'emploi, du travail et de la santé**  
**Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat**  
**Ministère des solidarités et de la cohésion sociale**

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

La ministre du budget, des comptes publics et de  
la réforme de l'Etat, porte-parole du  
Gouvernement,

La ministre des solidarités et de la cohésion  
sociale

à

Monsieur le directeur de l'Agence centrale  
des organismes de sécurité sociale,

Monsieur le directeur général de la Caisse  
centrale de la mutualité sociale agricole,

Mesdames et Messieurs les préfets de région

CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N°DSS/5B/2011/495 du 30 décembre 2011 relative à l'abattement au titre des frais professionnels mentionné à l'article L 136-2 du code de la sécurité sociale pour l'assujettissement à la contribution sociale généralisée.

NOR : ETSS1135841C

Classement thématique : Sécurité sociale : organisation, financement

Application : 1<sup>er</sup> janvier 2012

Cette circulaire est disponible sur les sites [www.circulaires.gouv.fr](http://www.circulaires.gouv.fr) et [www.securite-sociale.fr](http://www.securite-sociale.fr)

**Résumé :** Modifications apportées par les LFSS pour 2011 et 2012 à l'abattement au titre des frais professionnels pour le calcul de la CSG : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'abattement est limité à quatre fois le plafond de la sécurité sociale. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, son taux est abaissé à 1,75 % des salaires et éléments assimilés. Par ailleurs, à compter de cette même date, il bénéficie aux seuls revenus pour la perception desquels des frais professionnels sont susceptibles d'être engagés.

**Mots clés :** Contribution sociale généralisée – Réduction représentative de frais professionnels.

**Textes de référence :**

Article L. 136-2 du code de la sécurité sociale.

Article 20 de la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011.

Article 17 de la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012.

La loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2012 a modifié le taux et l'assiette de l'abattement pour frais professionnels applicable pour le calcul de la CSG. Le taux de cet abattement est fixé à 1,75 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et son assiette est désormais limitée aux seuls éléments pour lesquels des frais professionnels sont susceptibles d'être engagés.

La présente circulaire précise les modalités d'application de cet abattement et rappelle, au moyen d'exemples, l'incidence de sa limitation à quatre fois le plafond annuel de la sécurité sociale adoptée par la LFSS pour 2011.

Ces mesures figurent dans la partie de la loi de financement de la sécurité sociale consacrée aux dispositions pour l'année à venir dont le contenu est défini au C du I. et au B du V. de l'article LO 111-3 du code de la sécurité sociale. Sans mention particulière, elles entrent donc en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier et s'appliquent aux rémunérations versées à compter de cette date.

### **1. Modification du taux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012**

Le taux de cet abattement, antérieurement fixé à 3%, est abaissé à 1,75 % pour les rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Toutefois, pour les employeurs agricoles et pour les entreprises de 9 salariés au plus qui ont opté pour le rattachement des rémunérations aux périodes d'emploi y afférentes conformément aux dispositions de l'avant dernier alinéa de l'article R.741-2 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) et du 1<sup>o</sup> du II de l'article R.243-6 du code de la sécurité sociale (CSS), ce nouveau taux d'abattement s'applique à compter des rémunérations aux titre des périodes d'emploi de l'année 2012.

### **2. Modifications de l'assiette de l'abattement à la même date**

#### **2.1. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, demeurent dans le champ d'application de l'abattement pour frais professionnels au nouveau taux de 1,75% uniquement les revenus suivants :**

- Salaires et primes attachées aux salaires ;
- Revenus des artistes auteurs assimilés fiscalement à des salaires ;
- Allocations de chômage ;
- Prime de partage des profits instituée par la loi n°2011-894 du 28 juillet 2011 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011.

#### **2.2. Les revenus suivants sont exclus du champ de l'abattement à compter de la même date :**

- Les sommes versées par l'employeur au titre de la participation financière et de l'actionnariat salarié (intéressement et participation ainsi que leurs suppléments, abondements de l'employeur au plan d'épargne entreprise - PEE -, au plan d'épargne interentreprises - PEI - et au plan d'épargne pour la retraite collectif - PERCO) ;
- Les indemnités et rémunérations perçues à l'occasion d'un mandat ou d'une fonction élective visées au 3<sup>o</sup> du II de l'article L. 136-2 du CSS, à savoir :
  - Les indemnités parlementaires et les indemnités de fonction prévues aux articles 1 et 2 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi

organique relative à l'indemnité des membres du Parlement, les indemnités de résidence (dont le régime social est aligné par l'article 17 de la LFSS pour 2012 sur celui des autres indemnités parlementaires), les indemnités représentatives de frais de mandat, ainsi que les indemnités de fonction complémentaires versées par les assemblées à certains de leurs membres ;

- Les indemnités versées par la France à ses représentants au Parlement européen dans les conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 79-563 du 6 juillet 1979 relative à l'indemnité des représentants au Parlement européen ainsi que les indemnités versées par le Parlement européen à ces personnes ;
  - Les rémunérations et indemnités versées aux membres du Conseil économique, social et environnemental en application de l'article 22 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social ainsi que les indemnités versées au président et aux membres du Conseil constitutionnel en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
  - Les indemnités versées par les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics à leurs élus ;
  - Les allocations versées à l'issue des mandats locaux par le fonds mentionné à l'article L. 1621-2 du code général des collectivités territoriales.
- Les contributions des employeurs destinées au financement des prestations supplémentaires de retraite et des prestations complémentaires de prévoyance ;
- Les indemnités de licenciement ou de mise à la retraite et toutes autres sommes versées à l'occasion de la rupture ou de la modification du contrat de travail visées au 5° du II. de l'article L. 136-2 du CSS. Toutefois, ne sont pas assimilées dans ce cadre à des sommes versées à l'occasion de la rupture et ne sont pas concernées par l'exclusion du champ de l'abattement, les indemnités suivantes :
- Les rappels de salaire qui peuvent être versés à l'occasion de la rupture du contrat ;
  - L'indemnité de fin de contrat mentionnée à l'article L. 1243-8 du code du travail versée à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée ;
  - L'indemnité de fin de mission mentionnée à l'article L. 1251-32 du même code versée au salarié temporaire à l'issue d'une mission ;
  - Les indemnités dues au salarié qui n'a pas pu bénéficier des congés ou repos auxquels il a droit pendant la durée du contrat (congés payés, jours de RTT, contrepartie obligatoire en repos, repos compensateur de remplacement, repos compensateur obligatoire), ainsi que l'indemnité compensatrice de congés payés mentionnée à l'article L. 1251-19 du même code à laquelle a droit le salarié temporaire ;
  - L'indemnité compensatrice de préavis mentionnée à l'article L. 1234-5 du code du travail ;
- Les indemnités visées au 5° bis du II. de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, versées à l'occasion de la cessation de leurs fonctions aux dirigeants et mandataires sociaux ;

- Les avantages issues des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et les attributions gratuites d'actions lorsqu'elles sont soumises à CSG sur les revenus d'activité.
- L'avantage prévu à l'article L. 411-9 du code du tourisme, résultant de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés dans les entreprises de moins de cinquante salariés, dépourvues de comité d'entreprise et qui ne relèvent pas d'un organisme paritaire mentionné à l'article L. 411-20 du code du tourisme ;
- Le bonus exceptionnel outre-mer versé en application de l'article 3 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et jusqu'à l'extension de celui-ci.

Le fait que ces revenus soient exclus ou non de l'assiette des cotisations de sécurité sociale est indifférent à leur traitement eu égard à leur exclusion du champ de l'abattement.

Demeurent exclues du champ d'application de l'abattement les indemnités journalières ou allocations versées par les organismes de sécurité sociale ou, pour leur compte, par les employeurs à l'occasion de la maladie, de la maternité ou de la paternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

### **2.3. L'abattement est limité à 4 fois le plafond de la sécurité sociale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011**

L'appréciation de cette limite s'effectue comme suit :

- Le seuil de quatre plafonds de la sécurité sociale (PSS) s'applique à l'ensemble des rémunérations soumises à CSG et à CRDS entrant dans le champ de l'abattement. Les règles de calcul et de proratisation du plafond sont les mêmes que celles applicables au calcul des cotisations vieillesse (cf. articles R. 242-2 et suivants et R. 243-10 et suivants du code de la sécurité sociale).

En cas de cumul des fonctions de salarié et de mandataire social, il est fait masse, pour l'appréciation du plafond, des sommes perçues au titre de chacune des fonctions.

- Comme pour le calcul des cotisations d'assurance vieillesse, si l'employeur n'a pas procédé à une régularisation progressive en cours d'année, une régularisation intervient en fin d'année pour tenir compte de l'ensemble des rémunérations entrant dans le champ de l'abattement payées au salarié. A cette fin, il est fait masse des rémunérations qui ont été payées entre le premier et le dernier jour de l'année considérée ou qui sont rattachées, pour les employeurs de 9 salariés au plus, à cette période en application du 1<sup>o</sup> du II de l'article R. 243-6 du même code.

**Exemple :** en 2012 (le plafond mensuel étant de 3031 € soit 12 124 € pour 4 plafonds), un salarié perçoit :

- un salaire mensuel brut de 10 000 € ;
- une participation financière en avril d'un montant de 8 000 € ;
- deux primes de 10 000 € versées l'une en juin et l'autre en décembre.

L'entreprise procède à une régularisation en une seule fois en fin d'année.

**De janvier à mars, en mai et de juillet à novembre, le salarié perçoit 10 000€ de salaire brut par mois.**

Le montant mensuel de la CSG/CRDS dû est égal à 8 % du salaire mensuel abattu de 1,75 % :

- $8 \% \times 10\,000 \text{ €} \times 98,25 \%$ , soit 786 €.

*En avril, le salarié perçoit 10 000 € de salaire brut et 8 000 € de participation.*

*Le montant de la CSG/CRDS dû est égal à 8 % de la somme du salaire abattu de 1,75 % et de la participation financière sans abattement :*

$$- 8 \% \times [10\,000 \text{ €} \times 98,25 \% + 8\,000 \text{ €}], \text{ soit } 1\,426 \text{ €}$$

*En juin et en décembre, le salarié perçoit 10 000 € de salaire brut et 10 000 € de prime brute.*

*Le montant de la CSG/CRDS dû est égal à la somme de 8 % du salaire et de la prime abattus de 1,75 % dans la limite de 4 PSS (12 124 €) et de 8 % de la part qui excède le plafond sans abattement (soit 20 000 € - 12 124 €)*

$$- 8 \% \times [12\,124 \text{ €} \times 98,25 \% + 7\,876 \text{ €}], \text{ soit } 1\,583 \text{ €.}$$

*La somme de la CSG et de la CRDS calculées mensuellement est de 11 666 € (soit 786 € x 9 + 1 426 € + 1 583 € x 2)*

*La régularisation annuelle conduit à opérer le calcul suivant (compte tenu du fait que la valeur annuelle de 4 PSS est de 145 488 €) :*

*On détermine la masse entrant dans le champ de l'abattement soit 10 000 € x 12 + 10 000 € x 2 = 140 000 €. Dans la mesure où elle est inférieure à 4 fois la valeur annuelle du plafond, on applique l'abattement sur la totalité de cette masse. On ajoute ensuite les sommes qui n'entrent pas dans le champ de l'abattement (soit en l'espèce la participation de 8 000 €). Le calcul de la CSG/CRDS est alors le suivant :*

$$- 8 \% \times [140\,000 \text{ €} \times 98,25 \% + 8\,000 \text{ €}], \text{ soit } 11\,644 \text{ €.}$$

*La régularisation est positive à hauteur de 22 €.*

\*\*\*

Pour le ministre du travail, de  
l'emploi et de la santé,  
Pour la ministre du budget, des  
comptes publics et de la  
réforme de l'Etat, porte-parole  
du Gouvernement,  
Pour la ministre des solidarités  
et de la cohésion sociale  
et par délégation

***signé***

Dominique LIBAULT  
Directeur de la sécurité sociale

NATURE DES ALLOCATIONS DE PREVENIEMENT DU LICENCIEMENT ECONOMIQUE	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
ALLOCATION SPECIFIQUE DE CHOMAGE PARTIEL, ALLOCATION CONVENTIONNELLE ET ACTIVITE PARTIELLE DE LONGUE DUREE	OUI	Abattement d'assiette de 1,75 % 0,5%	Abattement d'assiette de 1,75% - 6,2% - ou 3,8% pour les personnes dont l'impôt sur le revenu du au titre des revenus de 2010 est inférieur à 61€ mais dont le revenu fiscal de référence n'ouvre pas droit à l'exonération totale (voir ci dessous)	0 %	Droits ouverts au titre du revenu d'activité. (1 trimestre pour 200 heures de SMIC et quatre trimestres maximum par année)	Validation gratuite des périodes de chômage partiel pour les non cadres et le cadres lorsqu'elles excèdent 60 heures au cours d'une même année :  - validation par l'ARRCO pour la partie de la rémunération inférieure au plafond de la sécurité sociale (délibération 16B de la Commission paritaire et article 24 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961).  - validation par l'AGIRC pour la partie de la rémunération comprise entre 1 et 4 fois le plafond de la sécurité sociale - tranché B (article 8 ter de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947).
Articles L.5122-1, L.5122-2 et L.5122-4 ; L.5428-1 ; R.5122-1 à R.5122-29 ; D.5122-30 à D.5122-50 du code du travail		EXONÉRATION :  - pour les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition sur le revenu de 2010 est inférieur à 10 024 € pour la 1 <sup>er</sup> part de quotient familial majoré de 2637 € par ½ part supplémentaire (seuils à retenir en 2012 en France métropolitaine)  - ou si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.	Articles L.131-2 al.3, L.136-2 III.1° et L.136-8 II. 1° et III du code de la sécurité sociale	L.5428-1 al.2 CT	L.241-3 et D.242-3 du code de la sécurité sociale	

NATURE DES AIDES AU RECLASSEMENT	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
<b>ALLOCATION DE DE TRANSITION PROFESSIONNELLE</b> Ordonnance n°2006-433 du 13 avril 2006. <u>Gestion de stock</u>	OUI	NON	NON	Maintien des droits aux prestations du régime obligatoire d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès	Validation en tant que périodes assimilées (prise en compte pour la détermination du taux et de la durée d'assurance : 50 jours = 1 trimestre dans la limite de 4 par an).	Contribution de 3% du salaire ayant servi de base au calcul de l'allocation de transition professionnelle
<b>ALLOCATION DE CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISE</b> Ex-article L.1233-65 et suiv. du code du travail. <u>Gestion de stock</u>			<b>EXONÉRATION :</b> Exclusion totale d'assiette de cotisations et contributions de sécurité sociale			
<b>ALLOCATION DE SECURISATION PROFESSIONNELLE</b> Article L.1233-68 du code du travail  <i>NB : le bénéficiaire du CTP, de la CRP ou du CSP a le statut de stagiaire de la formation professionnelle</i>		Article 6 de l'ordonnance de 2006 (CTP) Article L.1233-68 du code du travail Art. L.136-2 III 3° du code de la sécurité sociale (CRP)			Article L.351-3 du code de la sécurité sociale	

NATURE DES AIDES AU RECLASSEMENT	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
<p><b>ALLOCATION TEMPORAIRE DEGRESSIVE</b></p> <p>Articles L.5123-2 1° ; R. 5123-9 à R.5123-11 du code du travail</p>	<p>OUI</p>	<p>Abattement d'assiette de 1,75% 0,5%</p> <p>de</p>	<p>Abattement d'assiette de 1,75%</p> <p>- 6,2% - ou 3,8% pour les personnes dont l'impôt sur le revenu du au titre des revenus de 2010 est inférieur à 61€ mais dont le revenu fiscal de référence n'ouvre pas droit à l'exonération totale (voir ci dessous)</p> <p><b>EXONÉRATION :</b></p> <p>- pour les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition sur le revenu de 2010 est inférieur à 10 024 € pour la 1<sup>ère</sup> part de quotient familial majoré de 2637 € par ½ part supplémentaire (seuils à rétenir en 2012 en France métropolitaine)</p> <p>- ou si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.</p>	<p>0 %</p>	<p>Pas de validation.</p> <p><i>Mais cette aide est apportée à un assuré qui, suite à un licenciement pour motif économique, a retrouvé un emploi moins rémunérateur que le précédent. En général, le nouveau salaire suffit à valider les trimestres</i></p>	<p>Pas de validation.</p>
		<p>Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001, 2005 et 2012.</p>	<p>Articles L.131-2 al.3, L.136-2 III 1° et L.136-8 II 1° et III du code de la sécurité sociale</p>	<p>L.5123-5 du code du travail</p>		

NATURE DES AIDES AU RECLASSEMENT	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
ALLOCATION DE CONGE DE CONVERSION Articles L.5123-3° ; R.5123-5 ; R.5111-2 du code du travail. <u>Gestion de stock.</u>	OUI	Abattement d'assiette de 1,75%  0,5%	Abattement d'assiette de 1,75% - 6,2% - ou 3,8% pour les personnes dont l'impôt sur le revenu du au titre des revenus de 2010 est inférieur à 61€ mais dont le revenu fiscal de référence n'ouvre pas droit à l'exonération totale (voir ci dessous)	0 %	Validation en tant que périodes assimilées (prise en compte pour la détermination du taux et de la durée d'assurance : 50 jours = 1 trimestre dans la limite de 4 par an)	- Validation sur la base des taux obligatoires (4 % ARRCO, 8 ou 12% AGIRC).  - Validation sur la base d'un taux supérieur au taux obligatoire selon les accords d'entreprise (supplément de cotisations sur la base du taux correspondant à la différence entre celui applicable dans l'entreprise pendant le congé de conversion et le taux obligatoire).
		EXONÉRATION : - pour les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition sur le revenu de 2010 est inférieur à 10 024 € pour la 1 <sup>ère</sup> part de quotient familial majoré de 2637 € par ½ part supplémentaire (seuils à retenir en 2012 en France métropolitaine)  - ou si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.	Articles L.131-2 al.3, L.136-2 III 1° et L.136-8 II 1° et III du code de la sécurité sociale	L.5123-5 du code du travail	L.351-3-2° et R.351-12 c) du code de la sécurité sociale	Article 23 § 6 à l'accord du 8 décembre 1961 et délibération 22B pour l'ARRCO  Article 8 bis § 7 de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 pour l'AGIRC

NATURE DES ALLOCATIONS DE PRERETRAITES	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
ALLOCATION SPECIALE DU FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI Article L.5123-2 2° ; R.5123-12 à R.5123-21 du code du travail	OUI	0,5%	7,5%	1,7 %	Validation en tant que périodes assimilées (prise en compte pour la détermination du taux et de la durée d'assurance : 50 jours = 1 trimestre dans la limite de 4 par an).	<b>Non-cadres :</b> Taux : fractions de taux sur la tranche 1 et la tranche 2 comprises entre le taux contractuel minimum de 4 % et les taux contractuel de l'entreprise pendant les périodes de chômage, limités à 8% sur T1 et 16% sur T2. <b>Assiette :</b> salaire de référence dans la limite de 3 fois le plafond de la sécurité sociale. <b>Cadres :</b> Taux contractuel : 4 % du salaire de référence dans la limite du plafond de la sécurité sociale et 8 % du salaire de référence compris entre 1 fois et 4 fois le plafond, 12% en cas de création de l'entreprise après le 31 décembre 1980. <b>Assiette :</b> salaire de référence dans la limite de 4 fois le plafond.
<u>Gestion de stock.</u>		<b>EXONÉRATION :</b> si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.	<b>EXONERATION</b> Comme pour la CSG et la CRDS, le prélèvement de la cotisation ne peut avoir pour effet de réduire le montant de l'allocation en deçà du SMIC brut. Le prélèvement est, le cas échéant, opéré partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut.	<b>EXONERATION</b> L131-2, D.242-12 et D.242-13 du code de la sécurité sociale	L.351-3-2° et R.351-12-4° du code de la sécurité sociale	- Convention du 23 mars 2000 entre l'Etat, l'ARRCO et l'AGIRC, article 23 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 et délibération 22B pour l'ARRCO - Article 8 bis de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 pour l'AGIRC.
	Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001 et 2005	Article L.131-2 al.3, L.136-8 L.1° du code de la sécurité sociale				

NATURE DES ALLOCATIONS DE PRERETRAITE	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
<p><b>ALLOCATION DE PRERETRAITE PROGRESSIVE</b></p> <p>Anciens articles L.322-4 3° et R.322-7 II du code du travail</p> <p><b>NB :</b> Fin de la préretraite progressive au 1er janvier 2005 (article 18 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites – les conventions signées antérieurement continuent à produire leurs effets jusqu'à leur terme)</p> <p><u>Gestion de stock.</u></p>	<p>0,5%</p>	<p>7,5%</p>	<p>1,7 %</p>	<p>[Droits ouverts au titre de l'activité à temps partiel (1 trimestre pour 200H SMIC)]</p>	<p>Pas de validation</p>	<p>- Validation sur la base des taux obligatoires (4 % ARRCO, 8 ou 12% AGIRC).</p> <p>- Validation sur la base d'un taux supérieur au taux obligatoire selon les accords d'entreprise (supplément de cotisations sur la base du taux correspondant à la différence entre celui applicable dans l'entreprise pendant la préretraite progressive et les taux obligatoires).</p>
	<p><b>OU</b></p>	<p><b>EXONÉRATION :</b></p> <p>si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.</p>	<p><b>EXONERATION</b></p> <p>Comme pour la CSG et la CRDS, le prélèvement de la cotisation ne peut avoir pour effet de réduire le montant de l'allocation en deçà du SMIC brut. Le prélèvement est, le cas échéant, opéré partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut.</p>	<p>Possibilité de surcotiser sur la base d'un temps plein avec l'accord de l'employeur.</p>	<p>Convention du 23 mars 2000 entre l'Etat, l'ARRCO et l'AGIRC, article 23 §5 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 pour l'ARRCO</p> <p>Article 8 bis §6 de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 pour l'AGIRC</p>	<p>L.241-3-1 du code de sécurité sociale.</p>
	<p>Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001 et 2005</p>	<p>Article L.131-2 al.3, L.136-8 I.1° du code de la sécurité sociale</p>	<p>L.131-2, D.242-12 et D.242-13 du code de la sécurité sociale</p>	<p>L.241-3-1 du code de sécurité sociale.</p>	<p>Convention du 23 mars 2000 entre l'Etat, l'ARRCO et l'AGIRC, article 23 §5 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 pour l'ARRCO</p> <p>Article 8 bis §6 de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 pour l'AGIRC</p>	<p>Convention du 23 mars 2000 entre l'Etat, l'ARRCO et l'AGIRC, article 23 §5 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 pour l'ARRCO</p> <p>Article 8 bis §6 de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 pour l'AGIRC</p>

NATURE DES ALLOCATIONS DE PRERETRAITES	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
<p><b>ALLOCATION FRACTIONNEE</b> versée par l'Etat dans le cadre d'une convention Allocation spéciale du Fonds National de l'Emploi</p> <p>Article L.5123-2 2° du code du travail et décret n° 98-1024 du 12 novembre 1998</p> <p><u>Gestion de stock</u></p>	<p>OUI</p>	<p>0,5%</p>	<p>7,5%</p>	<p>1,7%</p>	<p>Pas de validation</p>	<p>Pas de validation</p>
<p><b>EXONERATION :</b> si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.</p>		<p><b>EXONERATION</b> Comme pour la CSG et la CRDS, le prélèvement de la cotisation ne peut avoir pour effet de réduire le montant de l'allocation en deçà du SMIC brut. Le prélèvement est, le cas échéant, opéré partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut.</p>		<p>L.131-2, D.241-12 et D.241-13 du code de la sécurité sociale</p>		<p>L. 351-19 alinéa 2 du code du travail.</p>
<p>Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001 et 2005</p>		<p>Articles L.131-2 al.3, L.136-8 I.1° du code de la sécurité sociale</p>				

NATURE DES ALLOCATIONS DE PRERETRAITE	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
<p><b>CESSATION D'ACTIVITE DE CERTAINS TRAVAILLEURS SALARIES (CATS)</b></p> <p>Article L. 5123-6 ; R.5123-22 à R.5123-28 du code du travail</p> <p>NB : le décret n°2005-58 du 27 janvier 2005 recentre le dispositif CATS</p> <p><u>Gestion de stock.</u></p>	<p>OUI</p>	<p>Abattement d'assiette de 1,75%</p> <p>0,5%</p> <p><b>EXONERATION :</b></p> <p>- pour les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition sur le revenu de 2010 est inférieur à 10 024 € pour la 1<sup>er</sup> part de quotient familial majoré de 2637 € par ½ part supplémentaire (seuils à retenir en 2012 en France métropolitaine)</p> <p>- ou si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC horaire à retenir au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.</p>	<p>Abattement d'assiette de 1,75%</p> <p>- 6,2% - ou 3,8% pour les personnes dont l'impôt sur le revenu du au titre des revenus de 2003 est inférieur à 61€ mais dont le revenu fiscal de référence n'ouvre pas droit à l'exonération totale (voir ci dessous)</p>	<p>0 %</p>	<p>Validation en tant que périodes assimilées (prise en compte pour la détermination du taux et de la durée</p> <p>d'assurance : 50 jours = 1 trimestre dans la limite de 4 par an).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les conventions soumises au régime de l'ancien décret :             <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Prise en charge par l'Etat des cotisations obligatoires, taux d'appel compris, pour les allocataires à partir de 57 ans pris en charge partiellement par l'Etat.</li> <li>2) Pour les salariés âgés de moins de 57 ans, les cotisations sont calculées sur la base des taux appliqués dans leur entreprise aux autres ressortissants du régime appartenant aux mêmes catégories.</li> <li>3) Validation sur la base d'un taux supérieur au taux obligatoire selon les accords d'entreprise.</li> </ol> <p>Assiette : salaire de référence dans la limite de 2 fois le plafond de la sécurité sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les conventions soumises au régime du nouveau décret, il n'y a pas de prise en charge des cotisations de retraité complémentaire</li> </ul> </li></ul>
	<p>Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001, 2005 et 2012.</p>	<p>Articles L.131-2 al.3, L.136-2 III 1° et L.136-8 II 1° et III du code de la sécurité sociale</p>	<p>Article L.5422-10 du code du travail</p>	<p>L.351-3-2° et R.351-12-4°g) du code de la sécurité sociale.</p>		<p>Délibération 22B (chapitre XIII) pour l'ARRCO et délibération D25 (chapitre XIII) pour l'AGIRC</p>

NATURE DES ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHOMAGE	IMPOT SUR LE REVENU	CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE	CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE.	ASS.MALADIE MATERNITE DECES INVALIDITE	ASSURANCE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLEMENTAIRE
ALLOCATION JOURNALIERE D'ASSURANCE CHOMAGE Article L.5421-1 du code du travail	OUI	Abattement d'assiette de 1,75% 0,5%	Abattement d'assiette de 1,75% - 6,2% - ou 3,8% pour les personnes dont l'impôt sur le revenu du au titre des revenus de 2003 est inférieur à 61€ mais dont le revenu fiscal de référence n'ouvre pas droit à l'exonération totale (voir ci dessous)  <b>EXONÉRATION :</b> - pour les personnes dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition sur le revenu de 2010 est inférieur à 10 024 € pour la 1 <sup>er</sup> part de quotient familial majoré de 2637 € par ½ part supplémentaire (seuils à retenir en 2012 en France métropolitaine)  - ou si le prélèvement de la CSG et CRDS aurait pour effet de réduire le montant de l'allocation (ou le montant cumulé de l'allocation et du salaire) en deçà du SMIC brut. Les prélèvements sont, le cas échéant, opérés partiellement afin que le montant net de l'allocation ne soit pas inférieur au SMIC brut. Le montant du SMIC à retenir au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 est de 9,22 € par et de 1398,37 € par mois sur la base de 35 heures.	0 %	Validation en tant que périodes assimilées (prise en compte pour la détermination du taux et de la durée d'assurance : 50 jours = 1 trimestre dans la limite de 4 par an).	Validation par l'Unédic et les institutions des points de retraite complémentaire sur la base des taux obligatoires
		Article 14 de l'Ordonnance n°96-50 du 24/01/96 modifié par LFSS pour 2001, 2005 et 2012.	Articles L.131-2 al.3, L.136-2 III 1° et L.136-8 II 1° et III du code de la sécurité sociale	L.5422-10 du code du travail	R.351-12 du code de la sécurité sociale.	



BENOIT HAMON  
MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,  
CHARGE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DE LA CONSOMMATION

*Communiqué de presse*

*Communiqué de presse*

[www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Paris, le 24 août 2012  
N° 075

**Agenda de Benoît HAMON**  
**Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire**  
**et à la Consommation**  
**Du 27 au 31 août 2012**

**Lundi 27 août**

- 10 H 30 Consultation du bureau du Conseil Supérieur de l'Économie sociale et solidaire sur le dispositif « emplois d'avenir »
- 15 H 00 Consultation, en lien avec Pierre MOSCOVICI, des associations de consommateurs sur le prix des carburants
- 17 H 30 Discours prononcé par le Président de la République à l'occasion de la 20<sup>ème</sup> conférence des ambassadeurs – Palais de l'Élysée

**Mardi 28 août**

- 10 H 00 Participation, aux côtés de Pierre MOSCOVICI, à la présentation du rapport de l'IGF et du CGIET sur la formation des prix du carburant en présence des représentants de l'industrie pétrolière
- 14 H 45 Entretien avec Jean-Marc BRULÉ, Président de l'Atelier (Centre de Ressources Régional de l'Économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France)
- 15 H 30 Entretien avec Thierry PHILIP, Président de l'Agence de l'Éducation par le Sport

**Mercredi 29 août**

- 10 H 00 Conseil des Ministres – Palais de l'Élysée
- 12 H 30 Participation, aux côtés de Michel SAPIN, ministre du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, de Valérie FOURNEYRON, ministre des Sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, de Victorin LUREL, ministre des Outre-Mer, de Thierry REPENTIN, ministre délégué chargé de la Formation professionnelle et de